

DEPARTEMENT DE LA GIRONDE
COMMUNE DE JAU DIGNAC ET LOIRAC

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS TEMPORAIRE DU MAIRE
Relatif à la circulation
N° TEMP 35/2026

Le Maire de la Commune de JAU DIGNAC LOIRAC,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 ;

VU le Code de la Route et notamment les articles R.411-3 à R.411-8 et R.411-21-1 ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6 relatifs aux pouvoirs des Maires en matière de circulation ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et modifiée par arrêtés successifs ;

CONSIDERANT qu'en raison de divers travaux « urgents » réalisés sur le réseau d'eau potable, sur le territoire de la commune de Jau Dignac et Loirac, réalisés par l'entreprise AGUR, il convient de réglementer la circulation.

ARRETE

ARTICLE 1 : L'ensemble des routes sont susceptibles d'être concernées par une restriction de chaussée avec pose ou non de feux de chantier avec une vitesse limitée à 30 km/h. Le stationnement et le dépassement seront interdits à tous véhicules. Cette restriction de circulation s'appliquera à compter de la date de signature du présent arrêté et ce jusqu'au 31 décembre 2026.

ARTICLE 2 : La signalisation de restriction sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et modifiée par arrêtés successifs. La signalisation de restriction et de protection du chantier est à la charge et sous la responsabilité de l'entreprise AGUR.

ARTICLE 3 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Jau Dignac et Loirac

ARTICLE 5 : Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera notifié :

- à Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmeries de Soulac/ mer
- à l'Entreprise AGUR

Fait à Jau Dignac et Loirac, le 24/03/26

Le Maire
M. Pascal POITEVIN

